

# La grève sociale contre l'austérité!

**I**L EST ÉVIDENT QUE LA SITUATION NE SE LIMITE PLUS À LA PROBLÉMATIQUE de la hausse des frais de scolarité. La hausse des frais de scolarité advient au même moment que les nouveaux frais d'usage des soins de santé, que la hausse des loyers, du prix des denrées et de celui de l'électricité. La hausse des frais de scolarité arrive dans le contexte où les condos envahissent nos quartiers, où les locataires se font mettre à la porte et les maisons sont expropriées en prévision de nouveaux développements, alors que des officierEs de l'immigration déportent nos voisinEs, que les flics tirent des gens dans les rues et que nos amiEs et ceux.celles qu'on aime se font emprisonner. Les mesures d'austérités vont de paire avec l'augmentation de la répression. La loi 78, une attaque au droit de s'organiser collectivement, n'en est que l'exemple le plus récent. Plus de 2500 personnes ont été arrêtées durant la grève étudiante et quelques une d'entre elles ont été exilées de Montréal en attente de procès.

En Mai dernier, des rumeurs d'une grève sociale à venir dans les prochains mois ont commencé à circuler. Pour plusieurs personnes, une grève générale se produit par un vote syndical. Par contre, pour les syndicats, la grève est illégale tant que le syndicat n'est pas en procédure de négociation d'une convention collective. Pour d'autre, il n'y a tout simplement pas de syndicat. Dans les circonstances, comment faire la grève contre les mesures d'austérités et contre l'augmentation de la répression, spécialement lorsque nos syndicats ont les mains liées ou qu'il n'y a tout simplement pas de syndicat. Et qu'est-ce que grève sociale veut dire pour nous?

Le mouvement étudiant a été apte à faire ce qu'il a fait

# Social strike against austerity!

**I**T'S CLEAR THAT THIS IS NO LONGER JUST ABOUT TUITION HIKES. The tuition hikes go hand in hand with new user fees for health care, and rising rents, food prices and electricity rates. The tuition hikes come in the context of condos taking over our neighbourhoods, evictions and expropriations for the sake of "development", immigration officials deporting our neighbours, cops shooting people in the street, and the imprisonment of friends and loved ones. Austerity measures are coupled with increasing repression. Law 78, an attack on the right to organize collectively, is only the most recent example of this. Over 2500 people have been arrested during the student strike and some of them have been exiled from Montreal until their trials.

In May, rumours started to circulate about a social strike in the coming months. For many people a general strike happens through a union vote, but, for unions, a strike is illegal during times when the union is not bargaining for a collective agreement, and for others there is no union at all. So how do we strike against austerity and increasing repression, especially when our unions hands are tied or we have no union? And what the hell do we mean by social strike?

The student movement has been able to do what it has done because of collective organizing in schools. This spirit of collective organizing could spread to neighbourhoods and workplaces. One way that has been happening is through autonomous neighbourhood assemblies meeting to find ways to act together and build power outside of the government. Another way this happens is through collective workplace organizing without union approval, which can take the form of a wildcat strike.

Another way the student movement has been able to strike for so long is because of their willingness to take action to make the strike effective. Between targeted economic disruptions and picketing the universities, the students have been able to block bridges, stop traffic downtown, shut down their schools and more. What could this look like for us and our neighbours and co-workers? In St-Henri, neighbours marched to a disruption of the Grand Prix together. In Villeray, the casseroles joined up with the night demo downtown night after night. In Barcelona in March this year, people involved in a general strike barricaded their neighbourhoods, picketed downtown and shut down businesses.

We know that in August the government will try to force striking students to go back to school. Law 78 will likely be used to justify police attacks on students, criminalization, and heavy fines. The movement will require widespread support to fight back against these attacks. We believe the social strike can be an effective strategy for advancing the student strike, and resisting all austerity measures. When we organize ourselves to shut down our schools and workplaces, we demonstrate our collective power, and give ourselves the opportunity to act in solidarity with others who are struggling alongside us.

***Lets do it!***

grâce à l'organisation collective dans les écoles. L'esprit de l'organisation collective peut aussi se répandre dans les quartiers et les lieux de travail. Une des façon dont cela se produit est à travers les assemblées autonomes de quartiers qui se retrouvent pour trouver des manières d'agir ensemble et d'imaginer le pouvoir à l'extérieur du gouvernement. Une autre manière est l'organisation collective dans les milieux de travail sans l'approbation des syndicats, ce qui peut prendre la forme d'une grève sauvage.

Une des raisons pour lesquelles le mouvement étudiant a été apte à être en grève si longtemps est la volonté des gens à prendre acte pour rendre cette grève effective. Entre les perturbations économiques ciblées et les lignes de piquetage aux portes des universités, les étudiantEs ont réussi à bloquer des ponts, à bloquer le trafic au centre-ville, à faire fermer leurs écoles et plus encore. De quoi cela peut-il avoir l'air pour nous et nos voisinEs, et nos collègues de travail? À St-Henri, les voisinEs ont marché ensemble vers la perturbation du Grand Prix. À Villeray, les casseroles ont rejoint la manif de nuit au centre-ville, soir après soir. À Barcelone, en mars de cette année, les gens impliqués dans la grève générale ont érigé des barricades dans leurs quartiers, ont piqueté au centre-ville et ont forcé des commerces à stopper leurs activités.

Nous savons qu'en août, le gouvernement fera tout pour forcer les étudiantEs en grève à retourner sur leurs bancs d'école. La loi 78 sera probablement utilisée pour justifier les attaques policières envers les étudiantEs, la criminalisation et les lourdes amendes. Le mouvement aura besoin d'une grande solidarité pour combattre ces attaques. Nous croyons que la grève sociale peut être une bonne stratégie pour un dépassement de la grève étudiante en vu de résister à toutes les mesures d'austérité. Quand nous nous organisons pour faire fermer nos écoles et nos lieux de travail, nous démontrons notre pouvoir collectif et nous nous donnons l'opportunité d'agir en solidarité avec les autres qui luttons à nos cotés.

***Faisons le!***